

« LA PAIX AU SENS MODERNE DU TERME, C'EST L'ART DE LA COEXISTENCE »

Bertrand Badie étudie les tumultes du monde depuis des décennies et tente d'analyser les conditions de la paix aujourd'hui. Gaza, Ukraine, Liban, RDC... aucune guerre actuelle n'a débouché sur un traité viable. À la veille de la 80^e Assemblée générale de l'ONU, « l'HM » a échangé avec cet inlassable professeur, pour qui il s'agit moins de maintenir la paix que de la construire.

Dans le désordre mondial actuel, la question de la paix n'a jamais été aussi importante. Les conflits en Ukraine, au Proche-Orient, au Yémen, en République démocratique du Congo, au Liban ou en Birmanie dévoilent une diplomatie en panne. Le recours à la force et à la violence n'a jamais été aussi systématique. Bertrand Badie constate que depuis 1945 les nombreuses guerres n'ont abouti à aucune paix durable ni à un nouvel ordre international. Un changement est donc nécessaire dans les relations internationales pour dépasser la logique d'affrontement, de compétition entre puissances. La paix doit reposer sur un projet de coexistence, de sécurité sociale et répondre aux grands défis planétaires : climatiques, sanitaires et alimentaires. Le professeur émérite à Sciences-Po Paris les définit dans son ouvrage, intitulé « l'Art de la paix ».

Bande de Gaza, Ukraine... Les guerres et le recours à la force ne cessent de s'aggraver. Au XXI^e siècle, la paix demeure-t-elle une notion diplomatique défendue par les États ?

Ces deux guerres apparemment très différentes se rejoignent sur un gigantesque hiatus diplomatique qui

explique leur durée. La paix ne signifie pas simplement la « non-guerre », mais savoir pratiquer l'art de la coexistence. Et derrière la coexistence, il y a l'impératif de reconnaissance. Or ces deux conflits dérivent du déni absolu de l'une et l'autre de ces vertus. Dans le conflit israélo-palestinien, il n'y aura jamais de paix sans reconnaissance paritaire, sans que l'État d'Israël n'admette pleinement le droit du peuple palestinien à construire un État : depuis plus de trois quarts de siècle, ce conflit dérive d'un « politicide », ce refus méprisant, opposé au peuple palestinien, de le laisser s'ériger en communauté politique. En cela, le parallèle avec la guerre d'Ukraine est saisissant. On se laisse obséder, à propos de celle-ci, par le marchandage territorial auquel il faudrait à tout prix procéder, alors que le vrai problème tient à l'acceptation de l'altérité, à la reconnaissance par Moscou du droit du peuple ukrainien à disposer de lui-même. L'erreur diplomatique, en ce qui concerne ces deux conflits, est ainsi de penser les choses uniquement en termes de transaction. On s'appuie dès lors sur une vision très vile de la paix, en l'assimilant simplement à un marchandage, alors qu'elle consiste d'abord à construire un ordre humainement acceptable. Une fois résolu le préalable de la reconnaissance, cet ordre pourra dériver d'un effort collectif et consensuel, cherchant à concevoir une sécurité régionale où



chacun pourra faire valoir ses droits en la matière. Ainsi, pour résoudre le conflit russo-ukrainien, une conférence globale sur la sécurité post-bipolaire en Europe est incontournable. Elle donnera à chacun la possibilité de reconnaître ses droits à la sécurité et à la vérité: personne ne sera humilié, car chacun en retirera des avantages évidents et monnayables auprès de son opinion publique. De même, une fois que les droits égaux des Palestiniens et des Israéliens seront reconnus, un long travail de conception de la sécurité régionale proche-orientale restera à faire.

Faute de volonté politique, sur l'Ukraine ou le Proche-Orient, les Occidentaux, et le Sud global ne sont-ils pas finalement responsables de ces non-avancées de paix?

Cette responsabilité est évidente, en particulier dans le « vieux monde » où se mêlent Occident et Russie: c'est vrai tant des politiques à court terme que de la vision globale portée sur le monde. Dans le court terme, il est absolument invraisemblable qu'aucune sanction n'ait été prise contre Israël pour arrêter ce qui a cours à Gaza, où notamment chaque jour l'équivalent d'une classe entière d'écoliers bascule dans la mort. L'Union européenne est en train de discuter du 19^e train de sanctions légitimement prises contre la Russie mais rien pour arrêter ce mélange de famine et de génocide à Gaza, dénoncé comme tel par tant d'organisations internationales, quelles qu'elles soient. Un État qui a organisé délibérément une famine qui frappe en particulier les plus faibles et notamment les enfants ne peut pas rester dans l'impunité: celle-ci est devenue un encouragement à persister dans le crime. De même, dans le conflit russo-ukrainien, les atermoiements de Washington incitent Moscou à continuer sa guerre d'agression.

Il existe une deuxième responsabilité plus globale: l'incapacité de développer une autre vision des relations internationales, ayant la paix réelle comme »

« Les enjeux les plus déterminants relèvent d'une sécurité commune qui ne peut être que pensée collectivement. »



MATHEUDRÉAN

Face aux puissants, incapables de penser le monde en termes d'intégration hors des rapports de force, l'espoir vient de l'évolution des sociétés civiles.

» moteur. Depuis l'effondrement de l'Union soviétique et du système bipolaire, rien n'a été imaginé pour définir un mode nouveau de coexistence avec la Russie, défaite au sortir de la guerre froide. Il est également ahurissant qu'après soixante-dix-huit ans de guerre au Proche-Orient, la prétendue « communauté internationale » soit dans l'incapacité d'imposer une solution conforme au droit, notamment la reconnaissance totale et absolue des droits de part et d'autre. Il s'agit bien là d'une faillite dans la conception même du multilatéralisme post-1945 dont l'erreur est de ne reposer que sur le principe hyperfragile de l'équilibre de puissance.

Pourquoi cette impasse ?

Parce que nous sortons d'une histoire euro-américaine qui fait de la paix un simple « entre-deux-guerres ». Mais la paix a des exigences propres, bien au-delà de la simple interruption des conflits, une substance, une ambition beaucoup plus forte qui suppose de penser profondément l'idée de coexistence, tant dans la gestion des défis planétaires, que dans le respect de l'autre et la reconnaissance de ses droits. Dans un monde de verticalité, où chacun est préoccupé de son « rang » et veut nourrir son exceptionnalité, ou penser en termes désuets d'alliance au lieu de complémentarité, on en est loin !

L'attitude des États occidentaux a-t-elle favorisé une perte de crédibilité aux yeux des pays du Sud et permis une remise en cause d'organisations multilatérales comme l'ONU ?

Certes, et elle entretient plusieurs risques réels. Le premier d'entre eux tient au mépris opposé aux grands défis planétaires : climatiques, sanitaires, alimentaires. Le second est lié à la pérennisation d'une logique d'alliance. Celle-ci régulait le système international du temps de la compétition de puissance, alors que nous sommes désormais entrés dans un contexte de globalité et d'interdépendance généralisée. Les enjeux les plus déterminants relèvent d'une sécurité commune qui ne peut être pensée que collectivement et non à travers le prisme de la confrontation et de la coalition qui alimentent une périlleuse culture de « l'entre-soi ». Et enfin,

« Le premier risque dans l'attitude occidentale tient au mépris opposé aux grands défis planétaires : le climat, la santé et l'alimentation. »

« Concernant l'Ukraine et Gaza, l'erreur est de s'appuyer sur une vision très vile de la paix, en l'assimilant à un marchandage. »

le troisième risque renvoie à cette perception, de plus en plus tenace parmi les pays du Sud, d'un « deux poids deux mesures ». Le monde occidental a très légitimement pris des sanctions contre la Russie sans rien faire pour arrêter la main d'Israël, ce qui est perçu de façon humiliante au Sud. La différence est calamiteuse et décrédibilise même l'action que nous menons pourtant de façon juste contre l'agresseur russe.

Comment mettre en place un processus de négociation dans un contexte aussi difficile ?

C'est un aspect essentiel. Depuis 1945, les négociations menées à l'ancienne n'aboutissent plus ou elles débouchent sur un mirage, comme l'accord de Doha de 2020 sur l'Afghanistan. Car notre grammaire de la négociation est périmée. La négociation de paix reposait autrefois sur un rapport de force qui dessinait la voie vers la tractation et le compromis. Aujourd'hui, ce genre de marchandage ne fonctionne plus. En quatre-vingts ans, très peu de modifications territoriales ont été avalisées par la négociation et par le droit international. Ni Chypre Nord, ni le Kosovo, ni l'Abkhazie, ni l'Ossétie n'ont jamais été reconnus. Les codes hérités de la Renaissance européenne et qui se sont pérennisés jusqu'en 1945 étaient fondés sur la compétition de puissance et ne fonctionnent plus aujourd'hui. Il faut repenser la négociation, non pas sous la forme ancienne de transactions territoriales, mais sous celle d'une définition des conditions même de coexistence. D'autre part, nous devons mettre un terme à l'illusion des négociations bilatérales et considérer que la nouvelle paix se fonde davantage sur le collectif. Dans cette optique et pour mettre un terme aux guerres, des grandes conférences du type de celle d'Helsinki qui a pu se tenir en pleine guerre froide, en 1975, sont plus à même de répondre aux nouvelles réalités internationales.

Dans votre discours, vous mettez en avant la question de la paix. Comment remettre cette notion au cœur de nos sociétés ?

Il faut savoir dépasser nos vieux schémas et se départir de cette très ancienne et persistante valorisation de la guerre qui est conçue comme le jalon naturel de notre histoire. Il faut retourner l'équation de départ : au lieu de considérer la paix comme une non-guerre, il convient de la lire comme un accomplissement en soi qui relègue précisément la guerre à l'état de non-paix ! Pour promouvoir cette vision et interrompre cette logique conflictuelle banalisée, nous devons déjà répondre collectivement à plusieurs défis planétaires : climat, santé, alimen-

tation. En créant les conditions de cette coexistence globale et d'un minimum de justice sociale mondiale, l'idée de la paix avancera. Il faut sortir du modèle qui veut que tout rapport entre États soit un rapport de force. La sécurité globale ne dépend pas d'un effet de compétition mais au contraire d'un effet d'intégration.

Pourquoi cette thématique de la paix est fondamentale à vos yeux ?

Sinon, on va à la catastrophe. Depuis 1945, jamais les guerres n'ont été aussi nombreuses, aussi destructrices, aussi violentes et aussi coûteuses. Environ 500 conflits ont été recensés depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, ils n'ont abouti à aucun résultat probant, si ce n'est, avec la décolonisation, à la victoire du faible sur le fort ! Malgré cette contradiction majeure, la guerre revient de manière systématique. Plus généralement, on observe une aggravation de l'usage obsessionnel de la force et de la violence impliquant les sociétés, au-delà même des États. Au Tigré, 120 000 femmes ont été violées, durant la guerre qui l'a affecté (2020-2022), c'est-à-dire une femme sur 10 ! Si autrefois la guerre débouchait sur un nouvel ordre international, elle ne débouche plus sur rien désormais, sinon la souffrance sociale.

Cette notion intéresse-t-elle les jeunes générations comme vos étudiants par exemple ?

L'évolution apparaît clairement au sein des sociétés. Les jeunes sont de plus en plus sensibles à cette problématique et ils y adhèrent de façon militante. De même, les opinions publiques deviennent plus réactives au sens positif du terme. Jamais, par exemple, la cause palestinienne n'a été portée avec tant de force par l'opinion publique internationale qui n'accepte plus ces massacres. Cet éveil évident des sociétés est une lueur d'espoir. Maintenant, si les politiques ne savent pas adhérer à ce nouveau prisme et restent attachés à la mystique des rapports de puissance, cette prise de conscience de l'opinion n'aboutira à aucun bouleversement. ●

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR VADIM KAMENKA
vadim.kamenka@humanite.fr

